

BUND



RPLP: rabais pour les camions peu polluants

La redevance sur le trafic des poids lourds liée aux prestations (RPLP) baissera de 10 % le 1er juillet 2012 pour les nouveaux camions peu polluants de la catégorie d'émission EURO VI. Début avril, le Conseil fédéral a confirmé sa décision de principe et chargé l'Office fédéral des transports (OFT) de signer avec l'UE une résolution ad hoc du Comité mixte des transports terrestres. Le taux de la RPLP instaurée en 2001 varie en fonction des émissions polluantes des véhicules, classées en trois catégories, où les camions aux émissions les plus polluantes (classes de gaz d'échappement EURO 0 à II) doivent payer le plus. A l'inverse, le taux le plus

bas s'applique aux véhicules EURO IV à VI, mis en circulation plus récemment. Grâce au nouveau rabais accordé aux véhicules EURO VI, un camion de 40 tonnes paiera 246 francs pour 300 kilomètres, soit 126 francs ou près d'un tiers en moins que les transports effectués avec des poids lourds EURO II sans filtres à particules. Avec cette incitation financière, le Conseil fédéral s'attend à un renouvellement plus rapide du parc de véhicules et, ainsi, à une réduction supplémentaire de la pollution due aux poussières fines.

Communiqué de presse OFEV

LSVA-Rabatt für emissionsarme LKW

Für neue Lastwagen der schadstoffarmen Emissionsklasse EURO VI soll die Leistungsabhängige Schwerverkehrsabgabe (LSVA) ab 1. Juli 2012 um 10 Prozent reduziert werden. Anfangs April hat der Bundesrat seinen früheren Grundsatzentscheid bekräftigt und das Bundesamt für Verkehr (BAV) ermächtigt, einen entsprechenden Beschluss des Gemischten Landverkehrsausschusses mit der EU zu unterzeichnen.

Abgestuft nach dem Schadstoffausstoss der Fahrzeuge wird die 2001 eingeführte LSVA bereits heute in drei Abgabekategorien erhoben, wobei LKW der Abgasklassen EURO 0 bis II mit den höchsten Emissionen am meisten bezahlen. Umgekehrt werden die später in Verkehr gesetzten Lastwagen mit EURO IV bis VI-Motoren am geringsten belastet. Dank dem neuen Rabatt für EURO VI-Fahrzeuge sinkt die LSVA für eine Fahrt von 300 Kilometern mit einem 40-Tonnen-LKW auf 246 Franken. Damit fällt die Abgabe um 126 Franken oder rund einen Drittel günstiger aus als für Transporte mit EURO II-Lastwagen ohne Partikelfilter. Der Bundesrat verspricht sich von diesem finanziellen Anreiz eine raschere Flottenerneuerung und damit eine weitere Reduktion der Feinstaubbelastung.

Medienmitteilung BAFU

Aspects environnementaux des voitures électriques

Sur mandat de l'OFEV, la société es-services, spécialisée dans les écobilans, a étudié l'impact environnemental des voitures électriques. Les analyses ont porté sur les véhicules de la classe moyenne inférieure de type VW Golf et sur deux véhicules légers avec un système de propulsion différent. Les écobilans englobent la fabrication du véhicule et de ses principaux composants telle la batterie, la production du carburant et de l'électricité, les émissions dues à l'utilisation de même que la construction, l'entretien et la remise en état de l'infrastructure routière.

Comme le révèle une comparaison des écobilans des voitures électriques, diesel, à essence et au gaz naturel, les émissions de gaz à effet de serre d'un véhicule moyen à carburant fossile – entre 165 et 198 grammes de CO₂ par personne-kilomètre (g/pkm) – sont nettement plus élevées que celles d'une voiture électrique de la classe Golf – 96 g/pkm. L'impact environnemental d'un véhicule électrique est légèrement plus important que celui d'une voiture fonctionnant au gaz naturel, mais notablement plus faible que l'impact des véhicules diesel et à essence. La production de déchets radioactifs par personne-kilomètre est la plus grande pour la propulsion électrique. La voiture diesel

la plus économique émet près de 30 % de gaz à effet de serre en plus qu'un véhicule électrique fonctionnant avec un mix d'électricité suisse, mais présente un meilleur impact environnemental (-32 %) et nécessite 18 % d'énergie primaire non renouvelable en moins. La Golf la plus vendue fonctionnant à l'essence émet presque 80 % de gaz à effet de serre en plus qu'une voiture électrique et a besoin de 8 % d'énergie primaire non renouvelable supplémentaire. Dans l'ensemble, l'impact environnemental est néanmoins comparable avec celui d'une voiture électrique. Les véhicules légers font meilleure figure avec un moteur électrique. Leur charge environnementale est de 50 à 65 % inférieure à celle d'une voiture diesel économique – ou d'une voiture électrique de la classe moyenne inférieure.

Utiliser systématiquement de l'électricité d'origine renouvelable et prolonger la durée de vie des batteries des voitures électriques permettraient d'améliorer encore leur écobilan.

Etude sur les voitures électriques (en allemand uniquement)

BUND

Umweltaspekte von Elektroautos

Im Auftrag des BAFU hat die auf Ökobilanzen spezialisierte Firma esu-services die Umweltauswirkungen von Elektroautos untersucht. Die Abklärungen betrafen Fahrzeuge der unteren Mittelklasse vom Typ VW Golf sowie zwei unterschiedlich motorisierte Leichtbaufahrzeuge. Die Ökobilanzen umfassen die Herstellung des Fahrzeugs und wesentlicher Komponenten wie der Batterie, die Treibstoff- und Stromproduktion, die Emissionen beim Fahren sowie Bau, Unterhalt und Rückbau der Strasseninfrastruktur. Wie ein Vergleich der Ökobilanzen von Elektro-, Diesel-, Benzin- und Erdgasautos zeigt, liegen die Treibhausgas-Emissionen des durchschnittlichen fossil betriebenen Fahrzeugs auf unseren Strassen mit 165 bis 198 Gramm CO pro Personenkilometer (g/pkm) deutlich höher als diejenigen eines Elektroautos der Golf-Klasse mit 96 g/pkm. Die Gesamtumweltbelastung des Elektrofahrzeugs ist leicht höher als beim Erdgasauto, aber deutlich tiefer als beim Flottenmix der Diesel- und Benzin-PW. Die Erzeugung radioaktiver Abfälle pro pkm ist beim Elektroantrieb am höchsten. Das sparsamste Dieselauto emittiert rund 30 Prozent mehr Treibhausgase als ein mit dem Schweizer Strommix betriebenes Elektrofahrzeug, verursacht aber eine um knapp 32 Prozent tiefere Ge-

samtumweltbelastung und benötigt gut 18 Prozent weniger nicht erneuerbare Primärenergie. Der am meisten verkaufte benzinbetriebene Golf emittiert fast 80 Prozent mehr Treibhausgase als das Elektroauto und hat einen um 8 Prozent höheren Bedarf an nicht erneuerbarer Primärenergie. Auf das Ganze betrachtet ist die gesamte Umweltbelastung jedoch mit derjenigen eines Elektroautos vergleichbar. Besser schneiden Leichtbaufahrzeuge mit einem Elektromotor ab.

Ihr Betrieb verursacht rund 50 bis 65 Prozent tiefere Umweltbelastungen als das Fahren mit einem sparsamen Dieselauto – beziehungsweise mit einem Elektro-PW der unteren Mittelklasse. Der konsequente Einsatz von Strom aus erneuerbaren Quellen sowie eine verlängerte Lebensdauer der Batterien von Elektroautos könnte deren Ökobilanz weiter verbessern.

[Studie zu Elektroautos](#)



Types de moteurs conformes aux exigences de l'OPair

Depuis septembre 2011, l'OFEV tient, outre la liste existante des filtres à particules, une liste des types de moteurs conformes aux exigences de l'OPair pour les machines de chantier équipées d'un filtre à particules d'usine. Contrairement au test d'homologation des systèmes de filtres à particules installés a posteriori, la mesure réalisée sur ces moteurs ne porte pas sur le taux de rétention du filtre, mais sur le nombre absolu de particules. La valeur limite correspondante de l'OPair de 1×10^{12} particules par kWh doit être respectée. Un nombre croissant de fabricants font contrôler leurs moteurs quant à leur conformité avec cette

exigence de l'OPair. La liste comprend désormais 22 familles de moteurs de 7 fabricants, qui couvrent déjà 166 types de moteurs en tout. D'autres familles de moteurs sont en cours d'examen et la liste est régulièrement complétée.

Renseignement: Giovanni D'Urbano, section Trafic, OFEV; tél. 031 322 93 40; giovanni.durbano@bafu.admin.ch

[Liste des filtres à particules OFEV](#)

BUND

LRV-konforme Motoren-Typen

Für Baumaschinen, die bereits ab Werk mit einem Partikelfilter ausgerüstet sind, führt das BAFU – zusätzlich zur bestehenden Filterliste – seit September 2011 eine Liste der LRV-konformen Motoren-Typen. Im Gegensatz zu den geprüften Filtersystemen für Nachrüstungen wird bei diesen Motoren nicht der Abscheidegrad des Partikelfilters gemessen, sondern die absolute Partikelanzahl. Dabei muss der entsprechende Grenzwert der LRV von 1×10^{12} Partikel pro kWh eingehalten werden. Immer mehr Hersteller lassen ihre Motoren nach dieser Vorgabe auf

die Konformität mit der LRV überprüfen. Mittlerweile umfasst die Liste 22 Motorenfamilien von 7 verschiedenen Herstellern, womit insgesamt bereits 166 Motoren-Typen abgedeckt sind. Weitere Motorenfamilien sind derzeit in Prüfung, wobei die Liste laufend ergänzt wird.

Auskunft: Giovanni D'Urbano,
Sektion Verkehr, BAFU; Tel. 031 322 93 40;
giovanni.durbano@bafu.admin.ch

[Partikelfilterliste BAFU](#)

Exonération de la taxe d'incitation sur les COV

La taxe sur les COV, introduite en 2000, constitue une incitation financière pour que l'industrie, l'artisanat et les ménages recourent aux COV avec modération et adoptent des procédés, des substances et des produits pauvres en COV ou n'en contenant pas. Une centaine d'entreprises ayant réduit leurs émissions au-delà des exigences légales bénéficient actuellement d'une exonération de la taxe d'incitation sur les COV. La possibilité d'exonération prévue dans l'ordonnance sur la taxe incitative pour les composés organiques volatils (OCOV) arrive à échéance fin 2012. Dans le projet de modification d'ordonnance dont la consultation s'est achevée en mars 2012, le DETEC propose de reconduire cette possibilité d'exonération pour une durée

illimitée et assortie d'exigences supplémentaires.

Pour être exemptées de la taxe, les entreprises devront, comme auparavant, utiliser des systèmes d'épuration de l'air efficaces. Elles devront, de plus, réduire leurs émissions de COV lors des procédés de production en utilisant la meilleure technique disponible. Le projet prévoit en outre une série d'adaptations mineures visant à simplifier les procédures administratives et à inscrire la pratique d'exécution au niveau de l'ordonnance.

Renseignément: Romina Schwarz, section
Economie, OFEV; tél. 031 322 75 52;

romina.schwarz@bafu.admin.ch

[Communiqué de presse OFEV](#)

Befreiung von der VOC-Abgabe

Die im Jahr 2000 eingeführte Lenkungsabgabe auf VOC gibt einen finanziellen Anreiz, damit Industrie, Gewerbe und Haushalte sparsamer mit solchen Stoffen umgehen und auf VOC-ärmere oder -freie Verfahren, Stoffe und Produkte umsteigen. Gegenwärtig sind rund 100 Unternehmen, die ihre Emissionen über die gesetzlichen Anforderungen hinaus reduziert haben, von der Abgabe befreit. Die in der VOC-Verordnung eingeräumte Befreiungsmöglichkeit läuft allerdings Ende 2012 aus. Im Entwurf zu einer Verordnungsänderung, deren Vernehmlassung im März 2012 abgeschlossen worden ist, schlägt das UVEK nun eine unbefristete Weiterführung der Abgabebefreiung mit zusätzlichen Anforderungen vor.

Um davon profitieren zu können, müssen Firmen weiterhin wirksame Abluftreinigungsanlagen einsetzen und ihre VOC-Emissionen im Produktionsprozess neuerdings zusätzlich mit der besten verfügbaren Technik reduzieren. Daneben sieht die Vorlage eine Reihe von kleineren Anpassungen vor, die zu administrativen Vereinfachungen führen und die Vollzugspraxis auf Verordnungsebene verankern.

Auskunft: Romina Schwarz, Sektion Ökonomie, BAFU; Tel. 031 322 75 52;

romina.schwarz@bafu.admin.ch

[Medienmitteilung BAFU](#)

Protection de l'air et agriculture

En collaboration avec l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) et Cercl'Air, l'OFEV réalise actuellement une enquête sur les structures organisationnelles à l'échelon cantonal à l'interface de la protection de l'air et de l'agriculture. Elle s'adresse aux services de protection de l'air et aux offices de l'agriculture. La Confédération vise ainsi à obtenir une vue d'ensemble



de l'exécution correspondante. Concrètement, il s'agit des structures pour les instruments suivants:

- application de la réglementation relative aux distances minimales;
- aide à l'exécution pour la protection de l'environnement dans l'agriculture;
- projets d'utilisation durable des ressources;
- plans de mesures.

Les offices fédéraux concernés attendent de cette enquête qu'elle mette en lumière les possibilités de synergies relatives aux instruments et le moyen de mieux soutenir cantons dans leurs tâches d'exécution.

Renseignément: Roland Bürki, section Industrie et combustion, OFEV; tél. 31 324 32 62;

roland.buerki@bafu.admin.ch

Luftreinhaltung und Landwirtschaft

In Zusammenarbeit mit dem Bundesamt für Landwirtschaft (BLW) und dem Cercl'Air führt das BAFU gegenwärtig eine Umfrage zu den kantonalen Organisationsstrukturen an der Schnittstelle von Luftreinhaltung und Landwirtschaft durch. Adressaten sind sowohl die Fachstellen für Luftreinhaltung als auch die Landwirtschaftsämter. Damit will der Bund einen Überblick über die Organisation des entsprechenden Vollzugs gewinnen. Konkret geht es um die Strukturen für folgende Instrumente:

- Vollzug der Mindestabstandsregelung;

- Vollzugshilfe Umweltschutz in der Landwirtschaft;
- Ressourcenprojekte;
- Massnahmenpläne.

Die beteiligten Bundesämter erhoffen sich von den Ergebnissen Aufschluss über allfällige Synergieeffekte bezüglich der Instrumente sowie eine bessere Unterstützung der kantonalen Vollzugsaufgaben.

Auskunft: Roland Bürki, BAFU;

roland.buerki@bafu.admin.ch

BUND

Stichprobenkontrolle bei Mobilfunkanlagen

Im Auftrag des BAFU und gemeinsam mit den Kantonen ist von 2010 bis 2011 überprüft worden, ob die Mobilfunkbetreiber ihre Sendeanlagen bewilligungskonform betreiben. Wie die Stichprobenkontrollen zeigen, ist dies bei Swisscom und den SBB zu 100 Prozent der Fall. Bei 3 Anlagen von Sunrise und deren 11 von Orange stellten die Behörden – mehrheitlich geringfügige – Abweichungen von der Bewilligung fest. Trotzdem ist der Anlagegrenzwert der NIS-Verordnung bei allen 383 kontrollierten Anlagen eingehalten worden. Bei drei Sendern von Orange wäre allerdings eine Erhöhung der Sendeleistung bis zur Überschreitung des Anlagegrenzwerts möglich gewesen. Aufgrund von falsch hinterlegten Bewilligungsdaten wäre dies durch das Qualitätssicherungssys-

tem auch nicht bemerkt worden. Insgesamt können die Kontrollbehörden den vier Mobilfunkbetreibern ein gutes Zeugnis ausstellen. Letztere haben die Verbesserungsvorschläge nach der ersten Überprüfung im Jahr 2007 grösstenteils umgesetzt. Die jetzt noch festgestellten Abweichungen sind Ausnahmerscheinungen. Wenn Orange und Sunrise die in ihren Qualitätssicherungssystemen festgelegten Prozesse konsequent befolgen, lassen sich künftig auch die jetzt noch festgestellten Unstimmigkeiten vermeiden.

Auskunft: Jürg Baumann, Sektion NIS, BAFU;
Tel. 031 322 69 64;

juerg.baumann@bafu.admin.ch

[Medienmitteilung BAFU](#)



Contrôle des installations de téléphonie mobile

Sur mandat de l'OFEV et en collaboration avec les cantons, des contrôles par échantillonnage ont été réalisés entre 2010 et 2011 afin de vérifier si les installations des opérateurs de téléphonie mobile sont exploitées conformément à leur autorisation. Comme le montrent les résultats, c'est à 100 % le cas chez Swisscom et les CFF. Des écarts par rapport à l'autorisation, minimes dans la plupart des cas, ont été constatés pour trois installations de Sunrise et onze installations de Orange. La valeur limite de l'installation fixée par l'ordonnance sur la protection contre

le rayonnement non ionisant (ORNI) est néanmoins respectée par les 383 installations contrôlées. Cependant, pour trois installations de Orange, il aurait été possible d'augmenter la puissance émise de manière à dépasser la valeur limite de l'installation sans que le système d'assurance qualité le détecte, car certaines données de l'autorisation avaient été mal enregistrées.

De manière générale, les autorités de contrôle tirent un bilan positif pour les quatre opérateurs de téléphonie mobile. La plupart des propositions d'amélioration formulées après le premi-

er contrôle en 2007 ont été mises en œuvre. Les quelques écarts encore existants sont des exceptions. Ces problèmes pourront être résolus si les processus décrits dans les systèmes d'assurance qualité de Orange et de Sunrise sont respectés de manière systématique.

Renseignement: Jürg Baumann, section RNI, OFEV; tél. 031 322 69 64;

juerg.baumann@bafu.admin.ch

[Communiqué de presse OFEV](#)

Erfolgreiche Auktion

Die im Februar 2012 durchgeführte Auktion der Mobilfunkfrequenzen (siehe Newsletter 1/2012) ist abgeschlossen. Dabei haben nur die drei bisherigen Konzessionärinnen Orange, Sunrise und Swisscom Frequenzen ersteigert. Die entsprechenden Einnahmen für die Bundeskasse belaufen sich auf gut 996 Millionen Franken. Wie die heutigen werden auch die bis 2028 gültigen neuen Kon-

zessionen Vorgaben in Bezug auf die Einhaltung der NIS-Verordnung enthalten. Zudem sind die Konzessionäre grundsätzlich dazu verpflichtet, Standorte ausserhalb der Bauzone gemeinsam zu nutzen und die Kantone frühzeitig über die Netzplanung zu informieren.

[Medienmitteilung BAKOM](#)

Enchères réussies

L'adjudication des fréquences de téléphonie mobile réalisée en février 2012 (voir Newsletter 1/2012) est désormais achevée. Seuls les trois concessionnaires actuels Orange, Sunrise et Swisscom ont acquis des fréquences mobiles par voie d'adjudication. Les recettes réalisées par la Confédération dans le cadre de cette opération se montent à plus de 996 millions de francs. A l'instar des concessions actuelles, les nouvelles concessions acquises jusqu'en 2028 prévoient des

conditions relatives au respect des dispositions de l'ordonnance sur la protection contre le rayonnement non ionisant (ORNI). Par ailleurs, les concessionnaires sont tenus d'exploiter en commun les emplacements situés en dehors des zones à bâtir et d'informer les cantons suffisamment tôt sur la planification de leur réseau.

[Communiqué de presse OFCOM](#)

KANTONE

Fachgruppe AirInfo: Umfrageergebnisse

Die Auswertungen der Ende 2011 an die Luftreinhaltefachstellen verschickten Umfragen liegen vor und sind in der Fachgruppe AirInfo diskutiert worden. Knapp die Hälfte der Kantone sieht einen Bedarf für eine App zur Luftqualität, wobei eine Mehrheit davon Interesse an der Tessiner Lösung zeigt. Bei den restlichen Kantonen besteht eine gewisse Zurückhaltung – sei es, dass dieses Angebot zu wenig bekannt ist oder dass man die Kosten einer Realisierung noch nicht kennt. Inzwischen hat der Kanton Tessin die für Umsetzung und Betrieb anfallenden Kosten zusammengestellt. Diese Angaben erlauben den kantonalen Behörden eine definitive Entscheidung. Eine Umsetzung der App ist im Hinblick auf die kommende Feinstaubsaison im nächsten Winter geplant. Was die Idee einer gemeinsamen Internetlösung angeht, so sehen eine deutliche Mehrheit der Kantone sowie der Bund Handlungsbedarf für eine Harmonisierung bei der Präsentation der aktuellen Daten zur Luftqualität mit einer einheitlichen Farbskala. Allgemein begrüsst wird die Kombination einer schweizweiten Übersicht mit Zoom-Möglichkeit auf Kantons- und Regionalebene. Praktisch alle Kantone und der Bund sehen beim Nutzen Vorteile für die Konsumenten, doch ist der Verzicht auf eigene Umsetzungen mittelfristig kein Thema. Die Diskussion in der Fachgruppe hat ergeben, dass aus heutiger Sicht auf die Realisierung einer eigenständigen Website zum Thema „Aktuelle Luftqualitätsdaten“, verzichtet wird. Dagegen

möchte man in einem nächsten Schritt die Möglichkeiten der Kombination einer schweizweiten Übersicht mit Zoom-Funktion auf kantonale Ebene abklären. Ziel wäre eine einfache Anpassung der Bereiche Aktuelle Belastung auf den Cercl'Air-Sites www.ozon-info.ch und www.feinstaub.ch sowie eventuell auch auf der Internetseite des BAFU. Die detaillierten Umfrageergebnisse sind im internen Bereich der Cercl'Air-Homepage zu finden.

Auskunft: Markus Camenzind, Lufthygieneamt beider Basel, Liestal, 061 552 61 81; markus.camenzind@bl.ch



VOC-Reduktion bei der Metallreinigung

Die erforderlichen Entfettungsarbeiten bei der Fertigung von Metallteilen können heute zu 90 Prozent auf wässriger Basis durchgeführt werden. Trotzdem ist der Gebrauch von organischen Lösemitteln immer noch weit verbreitet. Oft erfolgt die Entfettung sogar manuell mittels eines offenen Lösemittelhandlings, das beachtliche diffuse VOC-Emissionen verursacht und deshalb vermieden werden sollte. Erfreulicherweise ist auf dem Markt inzwischen ein breites Angebot an alternativen, emissionsarmen Reinigungssystemen für die manuelle und geschlossene Reinigung verfügbar. Das Lufthygieneamt beider Basel sowie die Abteilung Lufthygiene des AWEL im Kanton Zürich haben für Vertreter der metallverarbeitenden Industrie im März 2012 eine Informationsveranstaltung organisiert, um diese sauberen Lösungen für bessere Luft besser bekannt zu ma-

chen. Dabei sind verschiedene Technologien wie zum Beispiel die Vibrationsreinigung, Verfahren mit Ultraschall oder biologische Methoden vorgestellt worden. Metallverarbeitende Unternehmen aus der Region Basel wie REGO-FIX AG, Synthes und TA Hydrionics informierten über ihre weitgehend positiven Erfahrungen mit der wässrigen Teilereinigung sowie über deren Vorteile und gaben den rund 80 Interessierten Tipps für eine reibungslose Umstellung auf wässrige Verfahren.

Auskunft: Yvonne Eggenberger, Lufthygieneamt beider Basel, Liestal; Tel. 061 552 56 17; yvonne.eggenberger@bl.ch; Bruno Götz, Abteilung Lufthygiene, AWEL Zürich; Tel. 043 259 43 44; bruno.goetz@bd.zh.ch

[Tagungsreferate](#)

Betrieb der IDBLuft

2006 hat die Fachgruppe Immissionsdatenbereitstellung (FG IDB) vom Cercl'Air-Vorstand den Auftrag erhalten, einen unkomplizierten Datenaustausch zwischen den einzelnen Fachstellen zu ermöglichen. Seit April 2007 ist die ImmissionsDatenBank Luft (IDBLuft) operationell und wird stündlich von fast allen Luftreinhalte-Fachstellen mit Immissionsdaten beliefert. Mittlerweile werden verschiedene Dienste mit den entsprechenden Daten versorgt, was die Fachstellen entlastet, weil sie ihre Resultate nur noch einer zentralen Stelle abliefern müssen. Den Fachstellen stehen mit dem webbasierten Abfragetool für die IDBLuft sowie mit der Kartographischen Darstellung der aktuellen Schadstoffbelastung weitere Werkzeuge zur Datenabfrage bereit. Zudem können sie sich die Informationen aus der IDBLuft via FTP-Versand liefern lassen oder einen direkten Web-Zugang zur Datenbank-Applikation (AirMo) einrichten. Bedingt durch die weitgehende Erfüllung ihres Mandats war die FG IDB seit 2009 nur noch beschränkt aktiv. Aus diesem Grund hat sie dem Cercl'Air-Vorstand ihre Auflösung beantragt. Das gute Funktionieren der IDBLuft ist künftig auch ohne die FG IDB garantiert, da das BAFU den Betrieb gewährleistet und die Cercl'Air-Fachgruppe AirInfo übergeordnete Aufgaben übernimmt.

Auskünfte: Rudolf Weber, Abteilung Luftreinhaltung und NIS, BAFU, Tel. 031 322 25 60; rudolf.weber@bafu.admin.ch;

markus.camenzind@bl.ch

KANTONE



Réseau de surveillance à Genève

Le réseau d'observation de la pollution atmosphérique de Genève (ROPAG) a développé en collaboration avec la société Excenter un outil informatique full-web afin de gérer et de planifier ses opérations de maintenance, d'étalonnage et de recensement des 276 appareils et accessoires de mesure ainsi que des 76 cylindres de gaz.

Le ROPAG consolide ainsi la planification, la réalisation et la traçabilité de toutes les opérations effectuées (étalonnage, maintenance, titrage, etc.). A titre indicatif, sur 12 mois, cette traçabilité porte sur 670 opérations sur les appareils et 140 titrages sur les cylindres de gaz.

Cet outil est accessible en tout temps et en tout lieu (en station grâce à un ordinateur portable muni d'une carte 3G) et permet ainsi d'avoir accès à l'historique complet d'un appareil ou d'un cylindre

et d'enregistrer directement les opérations réalisées sur place. Il est maintenant devenu d'une importance capitale lors du processus de validation des données, pour la planification du travail à effectuer, ainsi que pour la traçabilité des opérations.

Cet outil offre l'avantage d'être personnalisable et peut être envisagé pour la gestion de tout type d'appareil ou de machine. Il a été mis à disposition d'autres réseaux de surveillance de la qualité de l'air et il a été adopté par le canton de Vaud ainsi que le service environnement de l'aéroport de Genève.

Renseignement : Benoît Lazzarotto, responsable du ROPAG, tél. 022 388 80 23

benoit.lazzarotto@etat.ge.ch

Pollution de l'air

Ammoniakmessungen im Kanton St. Gallen

Der Kanton St. Gallen führt ein umfassendes Messprojekt zur Erfassung der Ammoniakimmissionen durch. Wie die Erkenntnisse aus der Evaluationsphase zeigen, werden die Gebiete mit einer geringen, einer durchschnittlichen sowie einer starken NH_3 -Belastung durch die ausgewählten Messstandorte gut repräsentiert. Die Aufzeichnung der 14-Tages-Mittelwerte ermöglicht eine Messung der Spitzenkonzentrationen, die im Zuge der künftigen Reduktionsmassnahmen erwartungsgemäss sinken dürften. Auf die in den ersten Monaten der Messkampagne zeitgleich durchge-

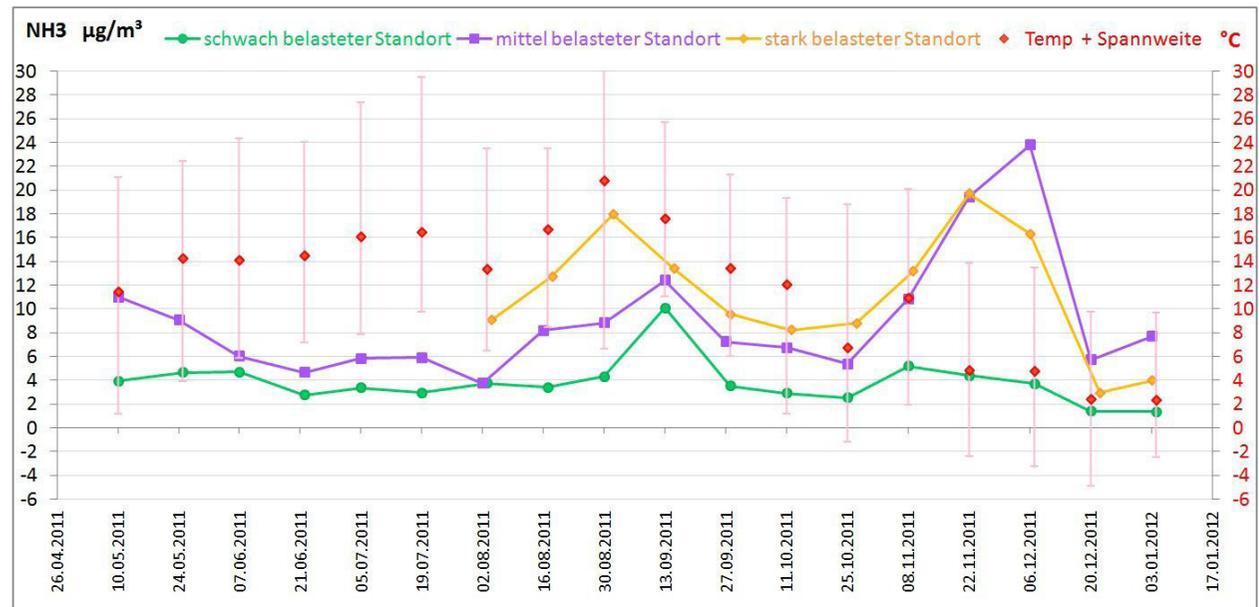
fürhten Meteomessungen wird fortan verzichtet, da sie bei dieser Messanordnung nur einen geringen Erkenntnisgewinn bringen.

Wie von den kantonalen Umweltbehörden angenommen, steigen die NH_3 -Werte bei der Beweidung nicht an. Hingegen ist der Effekt des Gülleaustrags anhand der gemessenen Ammoniakimmissionen klar ersichtlich. Es ist davon auszugehen, dass die letzten Hofdüngerausträge der abgebildeten Messperiode Anfang November 2011 erfolgt sind, um in den Güllegruben Stapelvolumen für die Zeit der winterlichen Vegetationsruhe zu

schaffen. Die Wetterbedingungen haben die aussergewöhnlich hohen Messwerte im November entscheidend beeinflusst. Weil der sehr trockene Boden die Gülle nicht aufnehmen konnte, ist die NH_3 -Belastung der Umgebungsluft trotz der tiefen Temperaturen stark angestiegen.

Auskunft: Susanne Schlatter, Amt für Umwelt und Energie, Kanton St. Gallen; Tel. 058 229 42 45;

susanne.schlatter@sg.ch



KANTONE

Missachtete Sanierungsfrist

Als Besitzerin der Erdölraffinerie in Collobey (VS) hat die Tamoil AG die vom Kanton Wallis bereits 2009 verfügbaren Umweltschutzmassnahmen nicht innert der gegebenen Frist oder nur unvollständig umgesetzt. Ende 2011 hat das kantonale Departement für Verkehr, Bau und Umwelt die Eigentümerin deshalb unter Androhung einer Ausserbetriebnahme der Anlage gemahnt, die überfällige Sanierung zu realisieren. Da im September 2012 sowie zwischen Mai und Juni 2013 ohnehin wartungsbedingte Produktionsunterbrüche bevorstehen, verzichtet der Kanton auf einen zusätzlichen Betriebsstopp, legt aber klare Bedingungen fest, bevor die Raffinerie nach den Wartungsarbeiten wieder hochgefahren werden darf.

Aus lufthygienischer Sicht sind dabei folgende Auflagen von Bedeutung: Die

Gasturbine zur Dampf- und Stromerzeugung muss so ausgerüstet und betrieben werden, dass sie die vorsorgliche Emissionsbegrenzung der LRV für Stickoxide einhalten kann. Zudem hat die Aminbewirtschaftung zur Schwefelrückgewinnung aus den Prozessgasen zwingend so zu erfolgen, dass die vorsorglichen Emissionswerte für Schwefeldioxid erfüllt werden. Überdies sind die geforderten Sanierungsmassnahmen zur Staubreduktion in den Abgasen der katalytischen Cracking-Anlage und der anderen Raffinerieprozesse umzusetzen. Sollten diese Bedingungen nach den Wartungsperioden nicht erfüllt sein, darf die Raffinerie Collombey ihren Betrieb nicht mehr aufnehmen.

Medienmitteilung Kanton Wallis



INTERNATIONAL

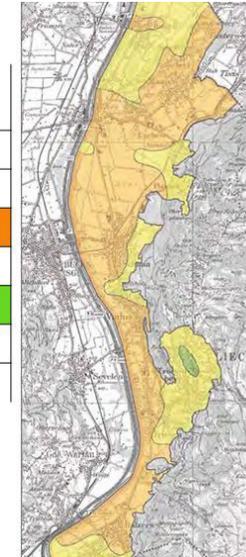
Informationssystem für Feinstaub

Gemeinsam mit Partnern aus dem In- und Ausland entwickelt die niederländische Provinz Limburg ein Informationssystem für Feinstaub. Im Rahmen des auf drei Jahre angesetzten Projekts soll ein harmonisierter Ansatz zur grenzüberschreitenden Feinstaubproblematik erarbeitet werden. Ziel ist eine intensivere Zusammenarbeit sowie ein verbesserter Austausch von Messdaten und -verfahren zwischen den beteiligten Einrichtungen in den Grenzregionen. Dies soll helfen, die Luftreinhaltekonzepte und Massnahmen in den Niederlanden, Belgien und Deutschland besser aufeinander abzustimmen. Bis anhin sind die Feinstaubemissionen von den jeweiligen Vollzugsbehörden unterschiedlich gemessen worden, und auch die Auslegung und Verwendung der Messdaten in unterstützenden Modellen hat man in jedem Land anders gehandhabt.

Feinstaub-Projekt

Zone	1989	1999	2009
Flechtenbewuchs	[%]	[%]	[%]
sehr wenig (rot)	2	0	0
wenig (orange)	25	21	61
mittel (gelb)	54	65	38
viel (grün)	17	14	1
normal (blau)	2	0	0
Total	100	100	100

Orange Zone dominiert heute, grüne Zone bis auf kleines Gebiet verschwunden!



Flechtenkartierung in Liechtenstein

Flechten sind sensible Organismen aus Pilz und Alge, die äusserst empfindlich auf veränderte Umweltbedingungen reagieren. Für das Überleben der Flechten ist insbesondere die Luftqualität ein entscheidender Faktor. Nach den Erhebungen in den Jahren 1989 und 1999 hat der OSTLUFT-Partner Liechtenstein 2009 zum dritten Mal eine Flechtenkartierung durchgeführt.

Während die Immissionsmessungen in den vergangenen 10 Jahren einen leichten Rückgang – beziehungsweise eine Stagnation der Luftschadstoffbelastung – dokumentieren, zeigen die Ergebnisse der letzten Kartierung ein ganz anderes Bild. Den Flechten geht es schlecht, wie die Resultate zu ihrer Verbreitung, zur Artenvielfalt sowie zum Zustand belegen. Heute dominieren im Untersuchungsgebiet die Zonen mit geringem bis mittlerem Flechtenbewuchs. Dagegen ist die Zone mit viel Flechtenbewuchs dramatisch zusammengeschrumpft und

beschränkt sich auf einen kleinen Rest oberhalb von Triesenberg. Diese Entwicklung wirft Fragen auf. Als mögliche Ursachen stehen verschiedene Einflussfaktoren im Raum – so etwa kumulierende Effekte verschiedener Schadstoffe, die hohe Ammoniakbelastung, der klimatische Anpassungsdruck oder aber Extremereignisse wie die Sommermonate 2003 und 2006 mit hohen Ozonbelastungen sowie die lange andauernde Wintersmogphase im Jahr 2006. Ähnliche Beobachtungen macht man auch in der Schweiz. Trotz Erfolgen bei der Reduktion der Schadstoffemissionen scheint es also, dass sich die Gesamtbedingungen für Flechten teils deutlich verschlechtert haben.

Auskunft: Andreas Gstöhl, Amt für Umweltschutz Liechtenstein, 00423 236 61 86

andreas.gstoehl@aus.llv.li

Flechtenbericht und Broschüre

INTERNATIONAL

Nachhaltiger Transitverkehr durch die Alpen

Unter Federführung der Zentralschweizer Umweltdirektorenkonferenz haben sich die vom Transitverkehr am stärksten betroffenen Regionen des Alpenbogens im INTERREG-Projekt iMONITRAF! zusammengeschlossen. Es wird durch den Bund und das Alpine Space Programme der EU mitfinanziert. Ziel ist es, den alpenquerenden Transitverkehr künftig durch gemeinsame Forderungen und Massnahmen nachhaltiger zu gestalten und von der Strasse auf die Schiene zu verlagern. So sollen die Bevölkerung und die Umwelt im Alpenraum vor übermässigen Luft- und Lärmimmissionen besser geschützt werden. In einem ersten Schritt sind die in einzelnen Regionen bereits heute umgesetzten Massnahmen genauer evaluiert worden. In einer weiteren Untersuchung hat man die Möglichkeiten und Auswirkungen von neuen Verkehrsmanagement-Massnahmen – wie etwa einer Alpentransitbörse

– auf die Regionen abgeschätzt. Parallel dazu haben Fachleute die Umwelteinwirkungen durch den Transitverkehr in den einzelnen Korridoren verglichen und in einem öffentlich zugänglichen WebGIS-System dargestellt. Die gewonnenen Erkenntnisse sollen nun in einer gemeinsamen Strategie münden, in der die Regionen ihre Bereitschaft für ein gemeinsames und abgestimmtes Handeln bekräftigen. Sie soll am 31. Mai 2012 im französischen Tagungsort Lyon anlässlich des dritten iMONITRAF!-Transport-Forums durch politische Vertreter der beteiligten Regionen unterzeichnet werden.

Auskunft: Niklas Joos, Amt für Umweltschutz Uri, Altdorf, Tel. 041 875 24 17;
niklas.joos@ur.ch

INTERREG-Projekt iMONITRAF!



Erfüllte Verpflichtungen

Im Göteborg-Protokoll, das 25 Staaten ratifiziert haben, hat sich die Schweiz auf internationaler Ebene verpflichtet, ihren Ausstoss an Schwefeldioxid, Stickoxiden, Ammoniak und flüchtigen organischen Verbindungen gegenüber 1990 markant zu reduzieren. Wie die im März 2012 vom BAFU gelieferten Daten für das Jahr 2010 zeigen, konnten die gesteckten Ziele erreicht und zum Teil deutlich übertroffen werden. Während die Verminderung der NO_x-Emissionen um 46 Prozent und des NH₃-Ausstosses um 14 Prozent den Zielwerten entsprachen, betrug die Reduktion beim SO₂ 68 Prozent (Zielwert: 35 Prozent), und der VOC-Ausstoss ging um

69 Prozent zurück (Zielwert der ersten Etappe: 50 Prozent).

Aus einer aktuellen Übersicht der Europäischen Umweltagentur (EUA) mit Daten aus 25 Ländern geht hervor, dass längst nicht alle Staaten ihre Emissionsziele erreicht haben. Probleme sind insbesondere bei der verlangten Reduktion der Stickoxide aufgetreten. Zum Schutz der menschlichen Gesundheit und der Ökosysteme drängen sich nach der ersten Etappe 2010 weitere Massnahmen zur Verminderung der Emissionen von Stickoxiden und Ammoniak sowie von VOC und Feinstaub in die Umwelt auf. So wird über neue Reduktions-

verpflichtungen mit Zeithorizont 2020 verhandelt. Diese zusätzlichen Anstrengungen würden die Luftqualität europaweit erheblich verbessern.

Auskunft: Richard Ballaman, Sektion Luftqualität; BAFU; Tel. 031 322 64 96;
richard.ballaman@bafu.admin.ch

Medienmitteilung BAFU

Übersicht der EUA

UNECE-Konvention

INTERNATIONAL

Engagements remplis

Dans le Protocole de Göteborg, ratifié par 25 Etats, la Suisse s'est engagée au niveau international à réduire ses émissions de dioxyde de soufre, d'oxydes d'azote, d'ammoniac et de composés organiques volatils par rapport à l'année 1990, et ce de manière notable pour certains polluants. Comme le montrent les données remises par l'OFEV en mars 2012 pour l'année 2010, la Suisse a atteint, parfois largement, les objectifs fixés. La réduction des émissions de NO_x (46 %) et des émissions de NH₃ (14 %) correspond aux objectifs, tandis que la réduction des émissions de soufre (68 %) dépasse l'objectif de 35 %. Quant aux émissions de COV, elles ont plus fortement diminué (69 %) que ne l'exigeait l'objectif de 50 % pour la première étape. Sur la base des données livrées par les 25 Etats, l'Agence européenne de l'environnement (AEE) a établi une vue d'ensemble, dont il ressort que tous les Etats n'ont de loin pas atteint leurs objectifs en matière d'émissions, principalement en matière de réduction des oxydes d'azote. Pour protéger la santé humaine et les écosystèmes, d'autres mesures de réduction des émissions en oxydes d'azote, en ammoniac et en composés organiques volatils dans l'environnement s'imposent à la suite de cette première étape. Les mesures doivent également comprendre la diminu-

tion des émissions de poussières fines. De nouveaux engagements sont en cours d'examen pour l'horizon 2020. Ces efforts supplémentaires devraient considérablement améliorer la qualité de l'air en Europe.

Renseignement: Section Qualité de l'air; OFEV; tél. 031 322 64 96;

richard.ballaman@bafu.admin.ch

[Communiqué de presse OFEV](#)

[Vue d'ensemble de l'AEE](#)

[Convention de la CEE-ONU](#)

Weitere Informationen

[IUAPPA-Newsletter, November 2011](#)

[EFCA-Newsletter 14, März 2012](#)

VERANSTALTUNGEN

14. bis 16. Mai 2012 in Wittenberg (Bundesland Sachsen-Anhalt, Deutschland): 47. Messtechnisches Kolloquium (MTK). Auskunft: Peter Maly, Geschäftsleiter OSTLUFT, Mühlentalstrasse 184, 8201 Schaffhausen; Tel. 052 632 75 36;

peter.maly@ktsh.ch

15. bis 16. Mai in Freiburg im Breisgau (Deutschland): 4. Freiburger Workshop der IVU Umwelt GmbH zum Thema Luftreinhaltung und Modelle

[Programm](#)

17. bis 20. Juni in Amsterdam, Niederlande: 2nd Urban Environmental Pollution conference – Creating Healthy, Liveable Cities

[Programm und Anmeldung](#)



19. bis 20. Juni 2012 in Nürnberg (Deutschland): Fachtagung des Vereins Deutscher Ingenieure (VDI) mit begleitender Fachausstellung zum Thema Emissionsminderung 2012 – Stand, Konzepte, Fortschritte

[Programm und Anmeldung](#)

24. bis 27. Juni in Zürich: 16th ETH-Conference on Combustion Generated Nanoparticles mit dem Fokus-Event zum Thema How to regulate Ambient Nanoparticles am Abschlussstag.

[Programm und Anmeldung](#)



IMPRESSUM

Herausgeber: Cercl'Air



Cercl'Air

Verantwortlich für den Inhalt:
Kantone: Dr. Peter Maly, Fachbereichsleiter Lufthygiene, Nichtionisierende Strahlung, Kanton Schaffhausen; Geschäftsleiter OSTLUFT; Tel. 052 632'75'36;

peter.maly@ktsh.ch

Bund: Dr. Beat C. Müller, Chef der Sektion Industrie und Feuerungen, Abteilung Luftreinhaltung und NIS, BAFU; Tel. 031 322'07'88;

beat.mueller@bafu.admin.ch

Redaktor: Beat Jordi, Journalist, Biel; Tel. 032 365'91'05;

beatjordi@bluewin.ch

Bildnachweis: Scania-Pressbild: 1; Mediendienst DIE POST, Bern: 2 l.; Mediendienst VOLVO, Schweden: 2 r.; Beat Jordi, Biel: 3; BAFU-AURA, Fotoagentur, Luzern: 4; OASI, Kanton Tessin: 5 l.; Lufthygieneamt beider Basel, Liestal: 5 r.; Genève aéroport: 6 l.; Amt für Umwelt und Energie, Kanton St. Gallen: 6 r.; www.flickr.com: 7 l.; Amt für Umweltschutz, Liechtenstein: 7 r.; Alexander Imhof, Altdorf: 8 l.; Pressebild Vattenfall (D): 8 r.; www.animaatjes.de: 9 o.; ETH Zürich: 9 u.

Redaktionsschluss dieser Ausgabe:

20. April 2012

Redaktionsschluss der Ausgabe 3/2012:

20. August 2012